

LA FRANCE PENDANT LA GUERRE

INTRODUCTION : LE DESASTRE DE 1940

16 juin 1940 : le **gouvernement Reynaud**, replié à Bordeaux, **démissionne**.

17 juin 1940 : Le **maréchal Pétain** devient **Président du Conseil** et annonce qu'il va demander la fin des hostilités aux Allemands.

La **situation militaire** est **dramatique** aux dires de l'état-major qui refuse cependant de capituler (décision qui n'engage que les militaires et permettrait de poursuivre les combats sur d'autres fronts, solution envisagée avec les Anglais et en cours de négociations.) Il préconise au contraire, de **demander l'armistice** – décision prise par le gouvernement qui reconnaît par là même sa défaite.

Il ne s'agit pas que d'une affaire de mots... L'exode complique la retraite des troupes.

Le **22 juin 1940**, **l'armistice est signé par Pétain**. Les conditions sont draconiennes :

- La **France est coupée en 2** par la « **ligne de démarcation** », la zone Nord est occupée par les Allemands, la zone sud reste « libre », sous l'autorité administrative du maréchal Pétain...
- L'Alsace-Lorraine est annexée à l'Allemagne. Le Nord-Pas-de-Calais est interdit et relève de Bruxelles.
- Les **2 millions de soldats français** sont désarmés et envoyés en Allemagne comme **prisonniers de guerre**.
- Seuls 100 000 hommes sont prévus pour le maintien de l'ordre.
- La France doit d'énormes « **frais d'occupation** » (400 millions de francs/jour) en plus des « **réquisitions** »
- Cependant, les **colonies** et la **flotte restent françaises**.

I) LA « RÉVOLUTION NATIONALE »

A) VICHY ET LA MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU RÉGIME

Sur pression allemande, s'installe un **nouveau régime** qui prend le nom « d'**Etat français** », **capitale Vichy**. En fait, un **vassal de Berlin**.

• **10 juillet 1940** : L'**Assemblée nationale** (celle du Front Populaire) **vote les pleins pouvoirs à Pétain**, y compris le pouvoir de rédiger une nouvelle constitution (par 545 oui et 80 non).

• **11-12 juillet 1940** : Pétain promulgue les « **4 actes constitutionnels** » :

- qui font de lui le **chef de « l'état français »**
- qui **ajournent le Parlement**
- qui font de **Laval** son **successeur**...

A Vichy, se retrouvent tous les vaincus des combats politiques et syndicaux d'entre-deux guerres : monarchistes de l'Action française (Maurras), catholiques traditionalistes (Xavier Vallat), ex-communistes, ex-socialistes, ex-syndicalistes, déçus de la République...

B) UNE REVOLUTION DE DROITE

Des **mesures** franchement réactionnaires vont être mises en place. Au début, **l'opinion publique est plutôt favorable** : après l'exode et le départ des prisonniers pour l'Allemagne, un sauveur serait le bienvenu !

- **LE « CULTE DU MARECHAL »** : Portraits partout, les enfants chantent « Maréchal nous voilà ! » dans les écoles
- **L'ORDRE MORAL** :

A) LA DOCTRINE :

Selon le Maréchal, tout le mal vient de l'**industrialisation** de la France qui l'a éloignée des **valeurs fondamentales**, issues de la **terre**. Elle a été **punie par Dieu** pour « ses **fautes originelles** », à savoir les principes de la **Révolution française**. Il s'agit donc d'un **retour aux sources** avec une nouvelle société hiérarchisée et cléricale qui répond aux critères de « **Travail, Famille, Patrie** ».

B) LES MOYENS :

- **Mesures en faveur des familles** : allocations aux vieux travailleurs ; allocations de salaire unique.
- **Mise au pas de l'enseignement public** : fermeture des Ecoles normales ; subventions à l'enseignement privé ; enseignement religieux dans les écoles publiques ; crucifix dans les classes.
- **Mise au pas des collectivités territoriales** : les maires sont nommés et les conseils généraux supprimés.
- **Serment d'allégeance des hauts fonctionnaires**.
- **Dissolution des syndicats** au profit de « corporations » (à la manière italienne ou allemande) et publication d'une « charte du travail ». Les **partis politiques sont interdits**.
- **Exaltation du travail manuel et de la terre**.
- **Création d'organisations para-militaires** : « Légion française des combattants » ; les jeunes sont embrigadés dans les « chantiers de jeunesse ».

- **L'EXCLUSION** : le régime rejette « l'anti-France » constituée selon lui par :

- **La franc-maçonnerie, interdite** ;
- **Les juifs** : les 3 et 4 octobre 40, est promulgué un « **statut des juifs** » qui les **exclut** de nombreuses professions et opère l'**internement de nombreux juifs étrangers réfugiés en France**. En 41, on crée successivement un « **commissariat aux questions juives** » et une « police des questions juives » ; les juifs font l'objet d'un **recensement obligatoire** (fichier juif).

En **mai 1942, l'étoile jaune a été imposée** par les Allemands dans la zone occupée aux juifs de plus de 6 ans. Dans la zone sud, on se contente pour l'instant d'un tampon spécial sur la carte d'identité. A noter que les Allemands n'ont rien demandé sur ce plan précis.

- **Les communistes** : depuis l'entrée en guerre de l'URSS, ils sont plutôt mal vus !

Dès 1941, les Français de zone libre déchantent :

- **Le ravitaillement est de plus en plus difficile**.
- **Recul du mythe de Pétain**, sauveur de la France.
- **La Résistance** tente quelques **actions isolées**, contre des officiers allemands, d'où des **représailles** sur des otages pris au hasard.

>>>> durcissement du régime :

- On demande le fameux **serment aux hauts fonctionnaires**, magistrats, militaires de carrière.
- La police française prête main-forte pour traquer les « rebelles » ou « terroristes », après tractations entre Vichy (Pétain, Darlan, Pucheu) et le Reich.
- On encourage vivement les Français à la **délation**, contre récompense.

II) VICHY ET LA COLLABORATION

La collaboration se scinde en 2 périodes distinctes :

A) 1940-1942 : VICHY FAIT DES AVANCES AUX ALLEMANDS

Par conviction ? par calcul ? pour limiter la casse ? ...En tout cas, un engrenage et un marché de dupe.

Le **24 octobre 40**, Pétain serre la main d'Hitler à **Montoire** ; les Français apprécient modérément...

- 1941, Darlan met nos aérodromes militaires en Syrie à la disposition du Reich.

Pendant ce temps, à Paris, en zone occupée, les « **collaborationnistes** » trouvent que Vichy est bien tiède :

- Ils souhaitent une **alliance avec l'Allemagne**.
- **Dénoncent le pouvoir réactionnaire et clérical de Vichy**.

Ce sont souvent des anciens membres des extrêmes : gauche, comme Doriot et Déat ; droite comme Brasillach ou Drieu-La Rochelle.

Ils contrôlent la presse et la radio au bénéfice des Allemands ; ils créent « la Légion des volontaires français » qui combattront sous l'uniforme allemand sur le front russe. Certains entrent à la Waffen SS et à la Gestapo.

Cependant ils sont trop divisés pour former un véritable parti.

B) 1942-1944 : VICHY AUX ORDRES

Avril 1942, Laval, écarté par Pétain en décembre 1940 pour excès de zèle envers l'Allemagne **revient au gouvernement**, pratiquement imposé par Hitler ð un **net durcissement du régime**.

- Le **11 novembre 42**, les **Allemands envahissent la zone** « nono » (= **non-occupée**), en réponse au débarquement des Alliés en Afrique du Nord. L'avancée allemande est bloquée en URSS et Rommel s'est fait bloquer par les FFL à Bir Hakeim (mai), avant de se faire battre par Montgomery à El Alamein. D'où la mauvaise humeur du Führer qui, une fois de plus déshonore sa signature.
- Du coup la **flotte française**, qui voit arriver les Allemands et se doute de son sort futur, **se saborde** le 27 novembre. Cette fois l'opinion publique n'a plus aucune illusion.

La collaboration économique : les exigences de Sauckel, ministre allemand chargé d'organiser l'effort de guerre...

- Les nazis **exigent des ouvriers français** pour faire tourner les usines allemandes. Laval propose « la **Relève** », c'est-à-dire l'échange d'un, puis 3 ouvriers pour un prisonnier. En définitive, il est obligé d'accepter le **STO, le service du travail obligatoire**, dès le début 43 : les jeunes hommes en âge de faire leur service militaire (700 000) vont partir en Allemagne pour y travailler. Conséquence : un certain nombre prennent le maquis...

NB : les entreprises qui livrent 80% de leur production aux Allemands sont dispensées de STO, leurs ouvriers étant considérés comme l'accomplissant de fait.

- Les **réquisitions de toutes sortes** (alimentaires, matières premières, énergie, produits finis) rendent la vie de plus en plus difficile en France pour les populations.

NB : de plus, les Allemands sont dépités : ils comptaient sur les colonies françaises pour se ravitailler en matières premières à bon marché, mais l'Empire, après quelques hésitations, s'est rangé derrière De Gaulle.

- **La collaboration militaire** : Darnand et Henriot, collaborationnistes, entrent au gouvernement.

- Dès 1941, Vichy mettait ses **bases de Syrie** et du Liban (colonies françaises depuis 18) à la disposition des Allemands ; de même, ce sont les **bases françaises en Indochine** qu'on propose aux Japonais.

- La **Milice**, créée en **Janvier 43** à partir de la LVF de Doriot et Déat, a pour chef Joseph Darnand qui prête serment à Hitler. Elle **aide la Gestapo à traquer les résistants et les juifs**. Elle compte environ 30 000 hommes en 43 ; elle est affiliée à la SS et possède un corps d'élite, la Franc-garde. Elle commet des assassinats politiques (Dormoy, Basch, Mandel, Zay). En fait, un état dans l'état : Pétain n'a plus grand contrôle sur l'état français... d'autant qu'il doit soumettre ses actes à la censure allemande.

- **Mars 1943** : Création d'une unité de **Waffen SS Français** (qui deviendra la division SS Charlemagne en 1944 et dont les survivants seront les derniers défenseurs du bunker d'Hitler en mai 1945).

- **La question juive** : depuis 1942 et la conférence de Wannsee, Heydrich est chargé de mettre en place « **la solution finale** », c'est-à-dire l'élimination totale des Juifs par la création de camps de travaux forcés et de camps d'extermination. Sur les 300 000 Français juifs estimés en 1939, **75 000 sont déportés** et 7 500 seulement reviendront des camps de concentration. Même les enfants seront envoyés à la mort : les Allemands ne l'avaient pas demandé ...
- **Le retournement des consciences** : L'Eglise catholique, d'abord soutien du régime de Vichy, se divise : au cours de l'été 42, le cardinal Saliège, évêque de Toulouse, puis l'évêque de Montauban, Mgr Théas proteste vigoureusement contre **la rafle du Vel d'Hiv le 16 juillet 1942** (14 000 juifs arrêtés par la police française à Paris et déportés en Allemagne). Bien que censurées, leurs déclarations sont partout sous forme de tracts. On trouvera un certain nombre de prêtres dans la résistance (ex : l'abbé Pierre).

III) LA RÉSISTANCE

A) LA FRANCE LIBRE

1) LA CONSTITUTION

Elle naît le **18 juin 40**, à l'**appel du général De Gaulle** qui va être reconnu comme chef des « Français libres » par le gouvernement britannique dont il reçoit le soutien financier dès août 40.

- Elle se concrétise par la **création des FFL (Forces françaises libres)**, et du Conseil de défense de l'Empire français. Bientôt elle est rejointe par le **général Leclerc** et **Felix Eboué**, gouverneur du Tchad, qui **rallient à la France libre** toute l'**Afrique équatoriale (AEF)**, dont le poids économique et militaire n'est pas négligeable ; les forces françaises libres, avec les **blindés de la 2ème DB**, participent dès 1940 à toutes les opérations britanniques contre les Allemands. **Leclerc** s'impose à **Koufra** et le **général Koenig** à **Bir Hakeim**.
- Les **troupes** directement sous l'autorité de De Gaulle sont plus **hétérogènes** : rescapés de la poche de Dunkerque, volontaires du corps expéditionnaire de Narvik, quelques bâtiments de la Marine ; quelques escadrilles aériennes sont incorporées à la RAF. A partir de juin 43, les troupes du général Giraud en Algérie seront fusionnées avec les FFL. Au total, environ 400 000 hommes.
- L'état-major est composé, outre De Gaulle, de l'amiral Muselier, des généraux Legentilhomme et Catroux.

2) LES ACTIONS :

- Outre les **moyens d'actions purement militaires**, les FFL disposent de **réseaux d'informations** et de **liaisons radio avec la résistance intérieure**.
- Plus discrète, mais néanmoins incontournable est l'action de Jean Monnet, d'abord chef du Comité de coordination de l'effort de guerre franco-britannique en 1939, il poursuit sa tâche au service de l'approvisionnement de guerre et conseille les USA. Il a eu, en 1943, la délicate mission de réconcilier de Gaulle et Giraud : c'est là qu'il a le moins bien réussi !

B) LES RESISTANCES INTERIEURES

Elles concernent d'abord **quelques hommes isolés** – les auditeurs du 18 juin 40 sont très peu nombreux – et elles resteront très minoritaires : on estime à 200 000 personnes, le chiffre des résistants français, dont 60 000 morts au cours des combats.

1) LA FORMATION DES RESEAUX :

- En **juin 40**, seuls **quelques « réfractaires » manifestent** de manière isolée, leur refus de l'armistice : Edmond Michelet à Brive (tracts) dès le 17 juin 1940 ou le maire de La Rochelle, Vieiljeu, qui refuse d'abaisser le pavillon français le 23 juin 1940. Le 11 novembre 1940, les étudiants parisiens manifestent, malgré les interdictions...En fait, c'est encore une affaire individuelle...
- Dès **1941**, la donne change : avec le plan Barbarossa et l'attaque de l'URSS, les Allemands vont jeter **les communistes** français dans l'opposition au régime de Vichy. C'est déjà un réseau structuré de syndicalistes et de militants : il se dote alors d'un organe politique, « le **Front National** » et d'un bras armé, « **les francs-tireurs et partisans** » (**FTP**), commandé par Charles Tillon.
- D'autres mouvements vont se créer spontanément :
 - En zone sud où c'est plus facile, vont se réunir des groupes isolés autour d'Henri Freney et du mouvement « **Combat** » : c'est pourtant un partisan de Pétain et de la Révolution nationale, qui gardera des liens avec le ministre de l'intérieur de Vichy (Pucheu) jusqu'à ce que l'invasion de la zone sud résolve la question. A l'opposé, un autre mouvement, « **Libération** » animé par d'Astier de la Vigerie, entre très tôt en contact avec le général de Gaulle. « **Francs-Tireurs** » recrute plutôt dans la bourgeoisie de gauche.
 - En zone nord : « **Ceux de la Libération** » issus de la droite nationaliste (Colonel de la Roque) et l'**OCM**, Organisation civile et militaire, de même tendance ; « **Libération-Nord** » regroupant des syndicalistes CGT et CFTC ; « **Ceux de la Résistance** » lié à « **Combat** », auxquels il faut ajouter le Front national (PC).

2) LE FONCTIONNEMENT :

- Les **réseaux** envoient des **renseignements** au **BCRA** (Bureau central de renseignement) du colonel Passy à Londres, qui organise les « passages ».
- Les divers mouvements éditent une **presse clandestine** pour sensibiliser l'opinion et contrer la désinformation de Vichy.
- Les **sabotages** perturbent le bon fonctionnement des communications : en particulier, les **cheminots** s'organisent pour retarder les trains militaires allemands qui transportent les troupes et les denrées réquisitionnées.

C) L'UNIFICATION DE LA RESISTANCE :

C'est l'œuvre de **Jean Moulin** : préfet de Chartres, révoqué par Pétain pour son manque d'enthousiasme envers Vichy, il passe en Angleterre après avoir pris quelques contacts avec les mouvements clandestins : il est convaincu que le salut réside dans l'union des forces d'opposition à l'occupant.

- De Gaulle le charge de cette mission pour laquelle il est parachuté en Provence : pendant un an, changeant constamment d'identité et de résidence, il **installe un organisme d'information** et de presse (Georges Bidault), un **comité d'études chargé d'envisager la situation économique de l'après-guerre**, un **système de noyautage des administrations** ; de plus, en rapport constant avec Londres, il organise le **parachutage de personnalités et de matériel**.
- Jean Moulin réussit à réunir, non sans mal, les **3 mouvements de la zone sud en un seul** : le **Mouvement Uni de Résistance (MUR)** dont les forces armées se regroupent au sein de l'**Armée secrète**, aux ordres du général De Gaulle.

- En 1943, dans la zone nord cette fois, il réunit à Paris, au nez et à la barbe de l'occupant, le premier **Conseil National de la Résistance (CNR)** où tous les partis politiques et syndicaux clandestins sont représentés.

La Gestapo, sur dénonciation, mettra fin à son action, après avoir réussi à arrêter le général Delestraint, chef de l'Armée secrète. Mais l'essentiel est fait.

- En juin 1943 à Alger, le **général De Gaulle** est d'abord snobé par les Américains, qui avaient traité avec Darlan, en Algérie pour raison familiale, puis Giraud ; il devient alors le **président du Comité de Libération Nationale (CNL)**, avec ce même Giraud (son ennemi intime qui avait tout fait contre les théories de De Gaulle sur les chars). La partie était à ce point essentiellement diplomatique : Roosevelt voyait De Gaulle comme un dangereux aventurier et ne voulait pas se fâcher avec Vichy, tandis que Darlan, ex-ministre de Pétain, tournait sa veste et allait au-devant des Américains ...Pas simple ! Darlan va être victime d'un attentat.
 - En août 1943, la situation s'éclaircit : De Gaulle est seul président du CNL, **reconnu par les Alliés** comme seul représentant de la France. Il installe une **Assemblée consultative provisoire**. Les **troupes françaises d'Afrique** participent à la libération de l'Italie et au débarquement de Provence (août 44).
- En **1944**, les combattants de la résistance sont regroupés sous les ordres du général **Koenig** sous l'étiquette **FFI, Forces Françaises de l'Intérieur**. Selon le mot d'Eisenhower qui dirige les opérations du débarquement de Normandie, leur appui équivaut à celui de 15 divisions.

Une poignée d'hommes décidés, une bonne organisation et pas mal de système D, ont permis à la France libre de trouver sa place dans le combat contre le nazisme.

IV) LES CONSEQUENCES HUMAINES

La société d'entre-deux guerres portait en **germe** ce que révèle la **période d'occupation** :

- **L'incurie des politiciens**, aveugles et imprévoyants, croyant malgré la réalité rouler les Allemands
- La **passivité de la bourgeoisie** qui redoute plus que jamais, après l'épisode du Front populaire, « les partageux » ou les « bolcheviks » ;
- La **faiblesse des classes moyennes** toutes occupées à chercher le ravitaillement, satisfaites dans un premier temps d'un retour à la paix et à l'ordre prôné par l'entourage du Maréchal.
- La **propagande** fait le reste ; Mers-el-Kébir (bombardement de la flotte française par les Anglais de peur qu'elle ne rallie les Allemands) a un impact insupportable pour l'opinion publique française. Le pacifisme ambiant entre-deux guerres n'incite pas à la résistance : le patriotisme frileux de Vichy suffit et soulage tout le monde ...

A) DES TRAUMATISMES QUI AURONT DES CONSEQUENCES SUR LA SOCIÉTÉS FRANÇAISE

Abandon du mythe rural dès 1947 : les Français acceptent enfin que la force de la nation soit dans **l'industrie** ; il faut penser que c'est en 1935 seulement que la société française se partage entre ruraux et urbains à 50 %.

NB : la crise de 29 a été moins violente parce la France est moins moderne, moins industrialisée que ses voisins. On gère la « maison France » en « bon père de famille », on ne fait pas d'économie politique ni de prospective : d'où un **outil de production vétuste et une faible productivité**.

CAUSES :

- Le **vichysme** et l'Occupation vont apporter la **revanche des ruraux**, mal considérés : il existe une ségrégation de fait. De plus, les lois de Vichy qui mettent en avant les valeurs familiales pérennisent les **exploitations familiales à polyculture** contre les grandes exploitations modernes et une hostilité certaine contre les gens des villes et les « fonctionnaires » qui maintenant sont réduits par le rationnement à quémander dans les campagnes.

Le ravitaillement est la grande affaire : en 1942, le ministère de l'agriculture est fondu avec celui du ravitaillement.

- **Rationnement dans les villes** où l'on fait la queue pour obtenir quelques denrées contre des tickets. Mais, du fait des stalags et des maquis, il reste peu de bras à l'agriculture ; il n'y a pas d'engrais, ni de semences et guère de pétrole. dans ces conditions la **productivité est en chute libre** et la ration individuelle se réduit comme peau de chagrin.
 - le pain est de plus en plus noir : on ajoute de la sciure de bois à la farine !
 - les légumes se réduisent aux topinambours et aux rutabagas ..
 - les prix s'envolent : on fait du troc contre du sucre, du chocolat, du linge ...ou des postes de radios : on en comptait 1 320 000 en 39 en région parisienne, contre seulement 1 190 000 en 43 !
 - le ravitaillement familial se fait en vélo, faute de carburant : d'ailleurs les autos sont réquisitionnées par l'occupant... C'est un des rares biens qu'on voit augmenter à cette période : de 8 320 000 vélos en 39, on passe à plus de 10 millions en 42.
 - **« Le marché noir »** : les transactions commerciales sont surveillées par Vichy, mais en période de disette s'installe partout un marché parallèle, parfaitement organisé en réseau régional, voire national ; la clientèle aisée (10% de la population), prête à payer le prix ne manque de rien.
 - Ce marché porte non seulement sur les **produits alimentaires**, mais aussi sur quantités de produits finis qu'on ne peut obtenir qu'avec des **tickets** : pneus de vélos, tabac, cuir, chaussures (à semelles de bois articulées) ; des cartes de pain, vraies ou fausses, etc.
 - Cette activité sera à la base de **nombreuses dénonciations** pendant la guerre et de **l'épuration sauvage** des premiers jours de la Libération. Ce sera aussi la cause de **fortunes toutes neuves**, prêtes à s'investir à ce moment-là : c'est la raison pour laquelle on n'y regardera pas de trop près !
- NB : le marché noir ne disparaîtra pas avec la fin de la guerre, mais seulement lorsque la production sera suffisante, vers 1948, en même temps que les tickets de rationnement.

B) DES RESTRICTIONS QUI AURONT DES CONSEQUENCES SUR LA DEMOGRAPHIE :

- A la **campagne** :
 - **la mortalité : en baisse** depuis le XIXème siècle dans les départements ruraux, continue sur la même courbe.
 - **la natalité se redresse** même : dans 36 départements, on a plus de naissances en 1943 qu'en 1938 ; (essentiellement dans le Nord, Est et Nord-ouest).
- Dans **les villes** :

-
- la **mortalité augmente** : les vieillards sous-alimentés et sans chauffage (les hivers ont été très rudes) ; les enfants, peu nombreux sont rachitiques par manque de protéiniques et de vitamines (lait et produits frais)
- la **natalité baisse** : le poids à la naissance diminue ; on constate même un déficit de croissance : de 7 cm pour les garçons de 14 ans ; de 11 pour les filles (à Paris en 44).
- On relève des différences selon les villes : Bordeaux, Limoges, Rouen, s'en sortent mieux que Marseille, Nancy ou Orléans, sans arrière-pays.
- Avec la **Libération**, la **ville va définitivement gagner sur la campagne** : les exploitations familiales non-rentables, maintenues par la guerre, vont être condamnées à l'exode **rural** ; c'est sûrement une des **conséquences majeures pour l'histoire de la société française du XXème siècle**.

CONCLUSION :

Un pays démoralisé (ce qui signifie ici que les valeurs morales en ont pris un coup) :

- Des **haines tenaces** liées à des enrichissements suspects : les délateurs étaient « récompensés » sur les biens de leurs victimes ; on a vu des frères se dénoncer entre eux, des enfants vendre leurs parents...La victime se retrouvait en prison ou déportée...
- Les premiers jours de la Libération vont se traduire par des **règlements de comptes** avant que le général de Gaulle, conscient des enjeux, ne place dans chaque département les « comités de Libération » sous le contrôle de « commissaires de la République ». On estime à **10 000 les exécutions sommaires** ; 160 000 dossiers seront instruits par la justice (les magistrats sont les mêmes que sous Pétain...) ; 7 000 condamnations à mort seront prononcées, mais seulement 760 exécutées, dont Laval ; Pétain verra sa peine commuée en détention à vie par le général De Gaulle...
- Le **pays**, comme le monde entier, est en **état de choc devant la découverte des camps** de concentration...
- un **pays dans un état lamentable** :
 - * **sur le plan démographique** :
 - ✓ **600 000 morts** et un **déficit de naissances estimé à 530 000** ;
 - ✓ les drames engendrés par le retour des prisonniers ;
 - ✓ les réfugiés des pays de l'Est, fuyant devant l'Armée rouge soviétique.
 - * **sur le plan économique** :
 - ✓ les **bombardements** alliés ont causé de **grosses destructions au potentiel industriel** que les Allemands s'étaient bien gardés de démanteler ;
 - ✓ les **sabotages** opérés par les FFI pour empêcher les Allemands de recevoir des secours ont **détruit ponts et routes**.
 - ✓ les **pillages systématiques** perpétrés par les Allemands (déménagement de machines ou ...de musées)
 - ✓ les bombardements laissent **1 million de sans-abri**.